



Royaume de Belgique

Intervention de Mme. Karen Van Vlierberge, Ambassadeur,
Représentante Permanente Adjointe

Conseil de Sécurité des Nations Unies
La situation au Moyen-Orient (UNAMI)

New York, le 24 novembre 2020

Madame la Présidente,

Tout d'abord, je souhaiterais remercier madame Jeanine Hennis-Plasschaert pour son briefing en tant que Représentante spéciale pour l'Irak et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (UNAMI).

Madame la Présidente,

Le nouveau gouvernement irakien a fait de la tenue d'élections anticipées l'une de ses priorités principales. Nous saluons tous les efforts déployés par les acteurs politiques pour que les élections du 6 juin prochain soient crédibles, justes, libres et inclusives. Nous prenons notes des progrès réalisés ses derniers mois et plus particulièrement de la signature récente du cadre électoral par le Président Salih. Nous nous félicitons de l'engagement de la MANUI de fournir une assistance électorale au gouvernement iraquien et d'approfondir son assistance électorale avec la CEHI (conformément à son mandat). L'organisation d'élections équitables, libres et inclusives peut ouvrir la voie vers un Irak plus stable et plus démocratique. A cet égard la Belgique souhaite souligner une fois de plus l'importance d'une participation pleine, active et significative des femmes dans ce contexte.

Madame la Présidente,

Au moment où la Belgique a rejoint ce Conseil il y a 2 ans, l'Irak se trouvait déjà à la croisée de chemins. Les défis politiques, économiques et de sécurité restent énormes. A cet effet, il faut urgemment réaliser des progrès tangibles à ces différents niveaux. Un leadership politique continue et fort s'impose. La Belgique, en tant qu'État membre de l'UE, reste engagé à aider et à surmonter ces multiples défis.

Premièrement, l'économie irakienne reste très dépendante de l'exportation de pétrole. La pandémie de Covid-19 a encore exacerbé une situation économique déjà désastreuse. Nous soutenons le gouvernement irakien dans ses efforts de diversifier et d'appuyer le développement économique, de développer l'engagement du secteur privé, de mettre en œuvre des réformes administratives et de lutter contre la corruption. Nous nous félicitons de l'adoption récente du « White Paper » par le Conseil des Ministres.

Deuxièmement, les droits de l'homme et les libertés fondamentales doivent être respectés à tout moment. Les progrès du gouvernement relatifs à l'indemnisation des victimes de violences commises lors des manifestations depuis Octobre 2019, sont positifs. Toutefois, nous demandons au Gouvernement de continuer à soutenir les personnes les plus vulnérables notamment les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Toute fermeture de camps doit être précédée et effectuée avec un préavis suffisant et en pleine consultation avec les représentants des personnes déplacées et les organismes humanitaires. Le retour des personnes déplacées ne devrait se faire de manière sûre, volontaire, digne et durable. Nous appelons le gouvernement irakien à travailler en étroite collaboration avec les partenaires internationaux, y compris les agences onusiennes. La distribution d'aide humanitaire devrait toujours se faire dans le plein respect des principes humanitaires.

Troisièmement, mon pays encourage les partis à mettre en œuvre l'accord de Sinjar, qui a été facilité par la MANUI. Bien que de nombreuses questions demeurent, ceci sera un test important pour renforcer la confiance mutuelle. Nous appelons les partis à capitaliser sur cet élan pour résoudre d'autres problèmes en suspens, y compris les discussions en cours concernant les revenus pétroliers. Le peuple irakien mérite un consensus politique pour résoudre l'impact économique de Covid-19.

Quatrièmement, nous notons avec inquiétude que, malgré la défaite militaire de Da'esh en Irak, le groupe continue à opérer en tant que réseau clandestin et à mener des attaques. Nous renouvelons notre engagement dans la lutte contre le terrorisme au sein de la coalition internationale contre Daesh, en collaboration avec le gouvernement irakien. Nous sommes préoccupés par la poursuite des violences, y compris les tirs de roquettes sur la zone verte la semaine dernière, revendiqués par la milice Ashab al-Kahfby. Nous encourageons le gouvernement irakien à poursuivre la réforme du secteur de la sécurité. Les acteurs armés non étatiques ne devraient pas pouvoir opérer en dehors du contrôle de l'État.

En outre, alors que l'Irak s'ouvre aux pays voisins, en vue de renforcer les relations bilatérales et régionales, les principes fondamentaux de respect de la souveraineté, de l'égalité et de l'intégrité territoriale doivent être respectés.

Enfin, madame la Présidente,

Les enfants irakiens méritent d'avoir une perspective. Ils méritent de vivre en sécurité, et en prospérité. Mon pays souhaite, une fois de plus, de souligner son soutien au gouvernement d'Iraq dans ses nombreux défis en suspens.